

• (2050)

Quand on pense qu'en ce siècle moderne nous pouvons traverser le pays aller et retour en moins de 24 heures, il est difficile de comprendre pourquoi il faut tant de bureaux différents ayant tous l'autorité de s'occuper de l'un ou l'autre aspect de la question. Une des grandes difficultés qui se posent au Canada, c'est que chaque province veut en faire à sa tête—décider des mesures qu'elle veut prendre à l'endroit de la pollution, des dispositions qu'elle prendra pour encourager l'industrie à s'établir chez elle et le reste. Je penche pour le fédéralisme, monsieur l'Orateur, car je trouve qu'il y aurait meilleur contrôle de notre environnement si l'autorité en était confiée au gouvernement fédéral. Lorsque je pense aux répercussions que nous avons provoquées en abandonnant nos pêches en vertu de la constitution actuelle, à la manière dont nous avons cédé dans ce domaine nos droits aux provinces, en vertu d'une lettre dans certains cas et d'un décret du conseil dans d'autres, et la façon dont leur administration se fait dans diverses provinces je vois que ce régime de non-participation au gré du gouvernement laisse beaucoup à désirer.

Il y a quelques mois, j'assistais à une conférence sur l'environnement à Bonn, en Allemagne de l'Ouest. Avant de m'y rendre, j'avais l'impression que nous nous étions laissé distancer et de loin, dans ce domaine, par les autres pays du monde; mais une fois la conférence terminée, j'en arrivais à la conclusion que nous devancions bon nombre des 22 pays participants. Notre Parlement et notre gouvernement peuvent être fiers de ce qui s'est fait depuis quatre ans dans le domaine du contrôle de la pollution. Pas plus tard que ce soir, je recevais une lettre de mon groupe local, Pollution Probe, un groupe de gens très actifs et dotés d'un sens aigu de leurs responsabilités.

Nous espérons vivement que le premier ministre (M. Trudeau) et le président des États-Unis en viendront sous peu à une entente qui permettra d'enrayer la pollution de l'air qui nous vient du sud du fleuve. Les groupes comme celui que j'ai mentionné ont fait un excellent travail en proposant des mesures législatives et en donnant suite à celle dont nous leur avons proposé l'application. Il n'est pas dit que nous n'avons pas été négligents, en tant que députés, en ne leur donnant pas nos conseils dans le passé. Cependant, les services limités à notre disposition à Ottawa nous rendent difficile de faire plus que de nous acquitter de nos obligations dans nos bureaux au Parlement.

Quant à la pollution des Grands lacs, il y a une floraison d'ouvrages et de rapports sur le sujet. Je pourrais en remplir une brouette. Le moment me paraît venu de signer une entente. Il est temps que les Américains se chargent d'éliminer la pollution sur leur côté pour nous permettre de faire plus du côté canadien.

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je suis très préoccupé par le problème de la pollution dont il est fait état dans la motion proposée par l'honorable député de Kootenay-Ouest (M. Harding).

Nous sommes à 100 p. 100 en faveur de ce projet et nous voudrions, comme bien d'autres, voir des réalisations et voir disparaître les causes de la pollution que nous avons présentement dans notre pays.

Monsieur le président, la pollution est devenue un des problèmes les plus urgents de notre époque. Au fait, elle menace notre survivance et celle des générations futures.

[M. Whelan.]

Devant ces faits, nous sommes tous d'accord qu'il faut trouver les moyens de remédier à ce problème.

Je crois, monsieur le président, que dans le système actuel, on a jugé jusqu'ici qu'il était plus important de maintenir le régime du système financier plutôt que de protéger la personne humaine. Pourtant, ce système financier, qui se renforce tous les jours, enlève aux citoyens le moyen de construire des usines d'épuration pour nous protéger contre la pollution qui s'aggrave de jour en jour.

Devant ces faits, il nous faut dire que les causes de ce problème ne sont pas d'aujourd'hui. Il faut reconnaître que nous entendons parler, depuis plusieurs années, du problème de la pollution, mais aussi que le problème de la pollution n'est pas encore réglé, bien qu'on ait trouvé des solutions pour le régler.

On a fait faire des études par des experts, afin qu'ils trouvent des moyens d'éliminer la pollution. Ces moyens sont la construction de diverses sortes d'usines d'épuration. Pour les construire, nous avons tout ce qu'il faut. Nous sommes au courant de cela. Personne ne doute que nous ne pouvons pas trouver les compétences nécessaires pour établir des plans, pour trouver le moyen de résoudre les problèmes dans toutes les municipalités.

Monsieur le président, nous n'avons pas encore réglé ce problème. Il n'existe que quelques usines, et construites à quel coût? Avec de l'argent emprunté à un taux de 9 ou 10 p. 100 d'intérêt. Des municipalités ont payé 10 p. 100 d'intérêt pour construire des usines d'épuration. Alors qu'elles étaient déjà endettées, elles se sont mises de nouveaux fardeaux sur le dos. Alors, le gouvernement fédéral a trouvé le moyen de leur aider. Nous connaissons les solutions que le gouvernement a apportées pour venir en aide aux municipalités, mais cela n'est pas adéquat.

La plupart des municipalités n'ont pu se prévaloir de l'aide fédérale ou provinciale.

• (2100)

Monsieur le président, il demeure que nous sommes aux prises avec un problème de pollution épouvantable. Tous les citoyens reconnaissent qu'il devient de plus en plus grave tous les jours. C'est devenu de plus en plus inquiétant pour la population et pour les animaux qui vivent dans l'eau, dans l'air ou sur la terre. A cause de cette pollution, des animaux perdent la vie, surtout les poissons. Nous trouvons de nombreux poissons sur les rives de nos rivières et de nos lacs, morts de pollution, alors que nous devrions tout faire pour préserver nos richesses naturelles.

Monsieur le président, il faut trouver les moyens de remédier à la situation. Présentement, le gouvernement gaspille de l'argent à droite et à gauche, en le consacrant à des projets d'initiatives locales et au programme «Perspectives-Jeunesse».

Des voix: Oh! Oh!

M. Latulippe: On consacre des millions de dollars à ces programmes et 90 p. 100 de cet argent est gaspillé.

Des voix: C'est faux!

M. Latulippe: Nous aurions pu placer cet argent, créer des actifs et protéger la population.

Nous aurions pu protéger la vie des citoyens. Tout l'argent dont nous disposons et tout ce que nous pouvons faire, tout ce que la jeunesse peut développer, les études